

# Rwanda. Jean Chatain, un témoin « essentiel »

Rosa Moussaoui

L'Humanité, 13 juin 2016

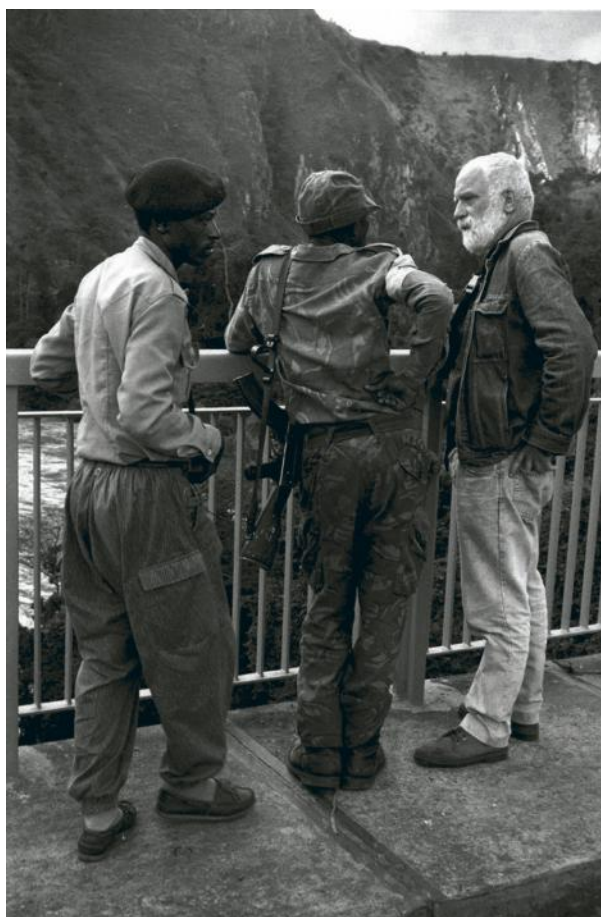
**L'envoyé spécial de l'Humanité en 1994 a été entendu comme témoin dans le procès des ex-bourgmestres de Kabarondo accusés de génocide.**

De chacune de ses étapes au pays des Mille Collines, dévasté par le génocide, Jean Chatain garde un souvenir net, précis, glaçant. L'insoutenable pestilence de la mort. Les cadavres charriés par la rivière Akagera, devenue torrent des suppliciés. Le regard vide des rescapés, leurs récits cauchemardesques. Notre confrère était le seul reporter occidental basé en dehors de Kigali, au mois d'avril 1994. Il était cité, jeudi dernier, comme témoin dans le procès d'Octavien Ngenzi et Tito Barahira, les deux anciens bourgmestres de Kabarondo, dans le sud-est du Rwanda, qui comparaissent depuis le 10 mai devant la cour d'assises de Paris. Tous deux sont accusés de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre pour des massacres de Tutsi dans la préfecture de Kibungu (voir l'édition du 10 mai 2016).

L'envoyé spécial de l'Humanité arrive au Rwanda à la fin du mois d'avril 1994. Il se déplace à partir de Mulindi, près de la frontière ougandaise. Il sillonne les territoires libérés par le Front patriotique rwandais (FPR) et se rend une fois par semaine à Kampala, pour envoyer ses articles. À Kigali, le gouvernement intérimaire autoproclamé ne peut certes pas dissimuler les massacres aux correspondants étrangers. Mais il s'emploie à en minimiser l'ampleur. « *Le pays entier puait la mort* », constate au contraire Jean Chatain, pour qui le terme de génocide s'impose très vite. Depuis Mulindi, il rejoint Kibungu, délivrée une semaine plus tôt par le FPR. Première étape d'une effroyable expédition. Le 30 avril, l'Humanité publie, sous sa plume, le témoignage de l'évêque de Kibungu, Mgr

Frédéric Rubwejango. « *À l'évêché, nous avons 800 réfugiés. Le 15 avril, ils ont été massacrés devant mes yeux. Au fusil, au gourdin ! Deux jours après, les camions sont arrivés pour emmener les corps* », relate-t-il. Le religieux fait état de chantages à l'argent, « *très fréquents* ». À ses côtés, un prêtre, l'abbé Papias Mugobokancuro a été « *racheté* » aux bourreaux. Ce rescapé raconte le massacre de l'église de Kabarondo. Carnage auquel Tito Barahira aurait pris part, selon des témoignages convergents. Bourgmestre au moment des faits, Octavien Ngenzi aurait lui aussi incité la population à participer à l'attaque de ce lieu de culte, lors de l'assaut mené par les forces armées. À l'issue de l'attaque, il aurait identifié les rescapés aux fins d'élimination des Tutsi, avant de faire ensevelir les cadavres dans une fosse commune aux abords de l'église. En lien avec des militaires et des miliciens des Interahamwe, il aurait participé, selon de nombreux témoignages, à la perquisition de domiciles suspectés d'abriter des Tutsi, contribuant à l'exécution de plusieurs d'entre eux. Les deux accusés nient en bloc. Octavien Ngenzi se flatte même d'avoir caché des Tutsi. Or, le témoignage de l'abbé Papias Mugobokancuro, recueilli par Jean Chatain, laisse à penser que le bourgmestre faisait commerce de ces prétendus sauvetages : « *À Kabarondo, nous avons commencé à recevoir des réfugiés le 8 avril. Vers le 12, il y en avait 1 200 à la paroisse. Le 13, les gendarmes viennent et tuent. Je tombe entre leurs mains. Ils me battent et me forcent à ouvrir les portes du presbytère. Ils volent, ils pillent, ils cassent. Le 14, je réussis à me réfugier chez le bourgmestre. Je passe cinq jours chez lui, caché sous le lit. Lundi 18, les militaires viennent et transfèrent 50 personnes à Kibungu. Un lieutenant me dit : "Tu sauves ta peau pour 100 000 francs (380*

francs français). *Je te donne deux jours.* Je devais donner l'argent au bourgmestre, qui le versait au lieutenant. Mardi, le lieutenant arrive à l'évêché : *"Tu montes dans la voiture pour l'exécution ou bien tu donnes l'argent !"* Notre économiste avait réuni 60 000 francs. Jeudi, il a trouvé les 40 000 francs qui manquaient. » La seule question que se pose encore l'abbé Papias : *« Comment s'est effectué le partage entre le bourgmestre et le lieutenant ? Quelle commission a prélevé le premier ? »* Lors de son audition, jeudi dernier, par visioconférence, Jean Chatain insistait sur la solidité de ce récit, *« prononcé devant une dizaine de témoins »*. Pour les parties civiles, le témoignage de l'envoyé spécial de l'Humanité est *« essentiel »*. *« Jean Chatain était le seul Occidental présent sur les lieux, quelques jours seulement après les massacres dans la préfecture de Kibungu. Il a recueilli les récits de personnes directement confrontées aux faits »*, insiste M<sup>e</sup> Serge Arzalier, l'avocat de l'un des Rwandais qui s'est constitué partie civile dans ce procès. Vingt-deux ans après le génocide, notre confrère, africaniste reconnu, témoin de premier plan, reste hanté par les images du génocide dont il a rapporté toute l'horreur dans les colonnes de l'Humanité. Il est retourné à Kibungu, un mois après sa première visite. Voilà ce qu'il écrivait, le 13 juin 1994 : *« Certes, il n'y a pas de limites dans l'atrocité, mais il y a une sorte de frontière psychologique où, sans que l'on sache exactement pourquoi, les survivants craquent : une horreur dans l'horreur que l'on ne peut supporter et que l'on voudrait cacher à la face du soleil. Dans ce cas précis, elle porte un nom : le cadavre mutilé d'un gosse. »*



L'envoyé spécial de l'Humanité, Jean Chatain (à droite) avec deux militaires du FPR sur le pont de Rusumo, au Rwanda, en mai 1994, alors qu'il parcourait le pays dévasté. Photo : Collection Jean Chatain